

relations qui existent entre les États-Unis d'Amérique et le Mexique, ou tout autre pays. En fait, les États-Unis nous considèrent presque comme faisant partie de leur propre pays.

Le professeur Brecher: Je crois que cela est vrai surtout parce que la conduite que nous avons adoptée depuis toujours le leur a laissé croire. Ceci ne justifie pas que cette situation doive se perpétuer dans l'avenir.

M. Stewart (Cochrane): J'aimerais faire une remarque sur l'opinion qu'on a du Canada à l'étranger. Selon vous, je crois, si nous adoptions une politique de non-alignement, nous aurions une plus grande influence dans le tiers-monde, en particulier en Afrique et en Asie. J'imagine qu'en théorie, on peut discuter de la validité des deux points de vue toute la nuit mais, en pratique, je crois que nous avons eu très récemment un excellent exemple de cette situation, exemple que je connais bien. Je veux parler du désir qu'ont exprimé les deux parties au conflit nigérian de choisir le Canada comme médiateur de préférence à tout autre pays, bien que nous soyons blancs et nord-américains, et même bien que nous soyons presque un satellite des États-Unis et que nous fassions partie de l'OTAN. Les deux parties préféreraient nous avoir comme médiateurs plutôt que tout autre pays.

Une voix: Elles préféreraient l'Éthiopie.

M. Stewart (Cochrane): Je ne le crois pas. En fait, c'est l'Éthiopie qui a pris cette initiative. Pourtant, je ne pense pas que les protagonistes préfèrent l'Éthiopie. Lors des discussions que j'ai eues avec eux, ils ont indiqué qu'ils préféreraient voir le Canada jouer ce rôle. Je ne pense pas qu'en pratique, votre théorie soit nécessairement prouvée au Nigéria.

Le professeur Brecher: Vous avez peut-être raison dans le cas du Nigeria, et là je me rends à vos connaissances. Je dirai seulement que le problème du Nigeria et la politique du Canada à cet égard me semblent soulever des questions encore plus fondamentales sur la politique étrangère du Canada. Monsieur le président, j'ignore si c'est le moment ou l'endroit de me lancer dans ce sujet, mais si j'allais en traiter assez longuement (ce qui n'est pas le cas), je dirais que j'ai suivi avec étonnement, je dirais même avec honte, la conduite du gouvernement face à cette guerre civile, en particulier sur la question du Biafra. J'ai exprimé mon opinion là-dessus dans les journaux et je pense que l'indifférence des Canadiens à l'égard de l'une des grandes tragédies humaines de ce siècle sera considérée

dans les années à venir par tous les Canadiens qui s'intéressent aux affaires publiques comme l'un des chapitres les moins admirables de l'histoire des relations du Canada avec n'importe quelle autre région du monde.

M. Stewart (Cochrane): D'après vous, que devrions-nous faire?

M. Allmand: Nous aurions dû convoquer le professeur Brecher lorsque nous étions en train d'étudier cette question antérieurement.

M. Stewart (Cochrane): Le problème n'est en aucun cas résolu.

M. Howard (Okanagan Boundary): Monsieur le président, j'invoque le règlement.

Je trouve fort intéressantes les réponses du professeur Brecher et les questions qu'on lui pose mais je m'inquiète un peu, au fur et à mesure que le temps passe, du fait que quelques-unes des personnes qui veulent poser certaines questions vont devoir partir sans pouvoir le faire. Serait-il possible d'accélérer les questions et les réponses un peu plus? Sinon, nous allons rater quelques-unes des activités prévues pour aujourd'hui et je ne veux rien rater.

Le vice-président: Je crois qu'il serait préférable de poser des questions plus courtes et probablement d'en restreindre la variété et le nombre. Je ne crois pas que nous désirions revenir à la question du Biafra pour le moment. A mon avis, nous devrions suivre de plus près les directives indiquées au départ.

• 1705

M. Stewart (Cochrane): Monsieur le président, j'ai posé seulement deux brèves questions. En fait, depuis 11 heures du matin, j'ai été assez taciturne et j'ai laissé tout le monde poser un tas de questions supplémentaires qui n'avaient rien à voir avec le sujet.

Le vice-président: Monsieur Howard, je comprends et je partage votre crainte de nous voir nous embarquer dans un grand débat sur le problème du Nigeria et du Biafra.

M. Stewart (Cochrane): Ce n'est pas là mon intention; mais, étant donné que notre invité a exprimé une opinion susceptible de soulever un certain nombre de points de vue, nous pourrions peut-être lui demander de nous expliquer brièvement son opinion sur le sujet, sans en traiter à fonds; après quoi, je ne poserais plus de questions.

Le vice-président: Monsieur Stewart, je ne pense pas qu'on doive en parler très longue-